

Recherches sociographiques



Guy FRÉGAULT, *Frégault. Chronique des années perdues*

Jean-Charles Falardeau

Volume 18, numéro 1, 1977

Transformations du Québec contemporain

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055740ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055740ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Falardeau, J.-C. (1977). Compte rendu de [Guy FRÉGAULT, *Frégault. Chronique des années perdues*]. *Recherches sociographiques*, 18(1), 159–161.
<https://doi.org/10.7202/055740ar>

COMPTES RENDUS

Guy FRÉGAULT, *Frégault : Chronique des années perdues*, Montréal, Leméac, collection « Vies et mémoires », 1976, 251 p.

On a beaucoup parlé de nos années 60. On a aussi presque trop écrit à leur propos. Personne encore, jusqu'à ce jour, n'en a parlé de l'intérieur. Car cette période fut, entre autres choses, celle qui fit apparaître des personnages relativement inédits dans notre histoire politique : des personnages que, par un bizarre mimétisme linguistique, on a appelé les « grands commis » de l'État. Certes, avant eux, il en avait existé un certain nombre dont plusieurs avaient été remarquables. Le phénomène nouveau, cette fois, est qu'ils furent beaucoup plus nombreux et surtout d'une compétence telle qu'ils devinrent aussitôt les acteurs dominants de l'administration publique (la plupart, on le sait, venaient de l'université). Il faudra un jour en parler davantage car ce sont eux qui, dans l'ensemble, plus que les hommes politiques, ont « fait » la politique : en la concevant, en la faisant reconnaître, en la mettant à exécution et, en général, en la faisant accepter.

Voici que, pour la première fois, à ma connaissance, l'un d'eux, et non des moindres, s'enhardit à raconter ce qu'a été son expérience. Livre unique en son genre, du fait qu'il aborde avec lucidité, franchise et courage l'un des envers les plus importants de cette « révolution tranquille » : celui des problèmes essentiels concernant notre culture. Livre unique aussi parce que son auteur, depuis plus de vingt ans, avait été l'un des historiens les plus marquants dans l'université québécoise. Guy Frégault était depuis longtemps un grand nom et nous sommes plusieurs à nous être demandé pourquoi il avait consenti à quitter l'Histoire (*Iberville, La civilisation de la Nouvelle-France, Bigot, Vaudreuil, Frontenac*, et j'en passe) pour devenir sous-ministre des Affaires culturelles du Québec. Son livre répond à notre interrogation, avec une passion contenue et une ardeur qui m'ont redonné confiance en des lendemains qui pourraient encore chanter. Je conserve, comme l'auteur, un certain optimisme. Comme lui, toutefois je demeure, disons, passablement sceptique. Car je sais que ce n'est pas sans raison qu'il inscrit comme sous-titre à son livre : *Chronique des années perdues*, ni qu'il souligne son amertume par cette autre petite phrase désabusée de Rousseau citée en exergue : « Que sert, hélas, d'arroser le feuillage quand l'arbre est coupé par le pied ? »

Ce disant, je rends déjà compte de l'essentiel de ce très beau livre. Très beau pour au moins deux raisons. D'abord parce qu'il est superbement écrit; aussi parce qu'il sait retrouver, avec indulgence, bonté et patriotisme ce qui, durant ces « années perdues », a été malgré tout gagné — par Guy Frégault, par ses ministres successifs, par quelques autres qu'il mentionne pudiquement, pour le Québec en lui-même, pour le Québec en tant que pays français au Canada et en tant que nation associée à la francophonie. Ce livre, comme il le dit lui-même à bon

escient, n'est pas une « histoire » parce que le contenu en est trop récent pour être reconstitué en synthèse. Plutôt une « chronique », c'est-à-dire un témoignage (p. 10) non pas de tous les secteurs marqués par le phénomène des années 60 mais de l'un de ceux « qui présente les aspects les plus chargés de sens » (p. 11). En effet, affirme-t-il, à la fin de son émouvant « Avertissement » : « il s'est quand même trouvé un moment où. . . la tête un peu plus haute et le cœur battant un peu plus fort, nous nous sommes offert le luxe de faire un pas en avant, d'innover à notre mesure, de créer. C'est cet instant que j'ai voulu retrouver » (*ibid.*).

Cet instant, ce furent quinze années dont l'essentiel est narré en neuf chapitres que prolonge un bref épilogue que n'aurait pas désavoué Marcel Proust. Impossible de résumer ces chapitres, d'autant que l'auteur, je suis heureux de le répéter, écrit de façon aussi concise qu'élégante. Qu'est-ce donc que Frégault a pu dire et faire durant ces quinze ans dans un ministère qui, hélas, fut incessamment maintenu, sinon rejeté, comme un enfant pauvre ? C'est ce qu'il nous raconte, sur un ton qui n'est pas sans rappeler celui de la Passion selon saint Matthieu. Il avait, dit-il, « accepté un pari. . . misé sur l'espoir » (p. 31). Le pari fut relevé, malgré les embûches de l'Administration, avec une opiniâtre persévérance et une progression systématique dont Frégault, par discrétion, ne nous dit peut-être pas assez explicitement qu'il en fut le moteur principal.

Sa chronique fait se dérouler sous nos yeux les étapes de cette progression, justifie les objectifs des initiatives de son ministère, en reconstitue les déboires, les drames et aussi certains succès fulgurants. Le Ministère des affaires culturelles eut des débuts modestes tout autant qu'« audacieux et même téméraires » (p. 33). Pénurie de fonds et manque de personnel, « plaie encore plus cuisante que la plaie d'argent » (p. 35). Malgré ces handicaps et bien d'autres, les réalisations s'accumulent et s'élargissent, depuis la création d'un Service du Canada français d'outre-frontières, la participation à la fondation d'une Délégation générale du Québec à Paris, l'institution d'un Conseil des arts qui déjeuna d'aurore et dut souper d'étoiles filantes, l'établissement d'un Office de la langue française, les subventions aux organismes « culturels », la création d'une Bibliothèque nationale. . . Je n'ose poursuivre cette récapitulation qui ne saurait être que fastidieuse mais à laquelle la chronique de Frégault donne la chaleur de l'enthousiasme qui a animé son action : l'enthousiasme de l'historien qui, connaissant les fermes assises de notre fidélité française, a fait de celle-ci le pôle du premier ministère du Québec qui se soit préoccupé de notre culture collective.

J'en prends comme dernière illustration l'une des grandes œuvres inspirées par Frégault : le fameux *Livre blanc* qui, si le gouvernement l'avait officiellement agréé, eût été le premier texte « à proclamer les objectifs nationaux d'une politique culturelle québécoise » (p. 165). Je renvoie le lecteur au beau chapitre que Frégault consacre tout entier (ch. VII, pp. 159-192) à la genèse et aux déboires de ce document mort-né, élaboré à compter de décembre 1964, signé par Pierre Laporte le 18 novembre 1965, « oublié » au moment des élections de 1966 et exhumé seulement dix ans plus tard, au printemps de 1976. Il aura fallu, en attendant et jusqu'à maintenant, continuer à identifier une politique culturelle avec une simple politique des arts (p. 191). Le Livre blanc, constate Frégault non sans quelque dépit mais avec beaucoup de justesse, a devancé son époque parce qu'il « n'était pas en harmonie avec elle » (p. 190). Les « notables », ajoute-t-il, y compris les membres du Conseil des arts (je reconnais sans détours qu'il n'a pas tort) souhaitaient une « politique. . . traditionnelle, élitiste et roulant avec confort sur les rails d'une sécurité convenablement entretenue » (p. 192). Que de commentaires il y aurait à faire, surtout sur notre incapacité de ne pas avoir su découvrir l'Amérique au bon moment ! D'autres viendront, sans doute. . . Mais pour ma part je suis las, plus encore que Frégault, de répéter ce refrain « historique ».

Je termine, accompagnant l'auteur qui note joliment que « la fin du printemps de 1966 marque la fin du printemps des Affaires culturelles. . . » (p. 246). Depuis lors, le ministère a continué par devoir de n'être qu'un mécène. Il reste que ce « ministère de Frégault » « en

mettant fin à un quasi-monopole fédéral. . . [a posé] un jalon sur la voie qui pouvait conduire à l'instauration d'une politique d'inspiration nationale » (p. 247).

Le lecteur aura compris que je n'ai pas écrit ces propos dans un état d'esprit impeccablement objectif — qu'est-ce que ça veut dire « objectif » ? — J'ai été engagé dans une assez grande partie des faits que raconte Frégault et d'une façon qui, bien que différente, fut aussi intense. Il le sait. C'est pourquoi je ne puis conclure ce commentaire qu'en faisant mien le vœu ultime de son dernier chapitre : « Il appartient désormais à l'avenir de faire de cet édifice des décombres ou une maison, un monument ou un atelier » (p. 247). Il ajoute : « Ou un souvenir ».

Oui, qu'en ferons-nous ? . . .

Jean-Charles FALARDEAU

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Peter DESBARATS, *René Lévesque ou le projet inachevé*, Montréal, Fides, 1977, 270 p. (Traduction par Robert Guy SCULLY de : *René. A Canadian in Search of a Country*, Toronto, McClelland and Stewart, 1966.)

En vingt-quatre chapitres assez courts, Peter Desbarats nous raconte dans quelles circonstances et à travers quelles péripéties René Lévesque en est venu à assumer un courant de la pensée politique, à contribuer à sa transformation en mouvement politique et à sa structuration en parti politique capable d'assumer l'exercice du pouvoir. Le livre commence dans la confusion idéologique du début des années 60 où les Pelletier, Trudeau, Marchand, Laurendeau et Lévesque cherchent ensemble une voie d'avenir, et raconte, sur le fond de scène de l'affermissement du nationalisme québécois, les choix politiques de Lévesque et de toute sa génération : la grève des réalisateurs de Radio-Canada qui le catapulte dans la vie politique, cheminement exemplaire de combien de Québécois amenés au renouveau politique par la voie des conflits de travail; la « révolution tranquille », notamment la nationalisation de l'électricité, œuvre de Lévesque et symbole par excellence de notre prise en main économique; l'essoufflement ambigu du milieu des années 60, à la fois phénomène de ressac engendré par les réformes et nouvelle affirmation du nationalisme québécois; la rupture avec le parti libéral, inexorablement attaché à la fidélité canadienne; la difficile jonction avec le mouvement indépendantiste marqué au coin du radicalisme et de la violence; et enfin, la fondation du M.S.A., suivie de celle du P.Q., bientôt structuré en instrument de pouvoir, destiné à la promotion de l'État du Québec, et du Québec comme société distincte, contrôlant d'une façon raisonnable son devenir. Le livre se termine à la veille de l'élection de 1976 et reflète bien l'état d'incertitude et d'anxiété des Québécois à la veille de cette élection. Double inquiétude d'ailleurs, quant au choix qui sera fait et quant à ses conséquences.

Au plan du style, le livre conjugue adroitement l'anecdote significative ou amusante, la fresque historique, l'analyse politique ou psychologique, la peinture de mœurs ou la saisie d'un climat particulier. Nous assistons, par exemple, à la visite du lieu d'un attentat felquistes alors que Lévesque, qui ne veut pas être reconnu, reste tranquillement assis dans la voiture de Gérard Pelletier, stationnée devant une boîte aux lettres qui explosera le lendemain; à plusieurs raccourcis d'histoire du Québec, de ses frustrations, de ses tentatives de révolte; aux événements, finement décrits, qui ont conduit à la nationalisation de l'électricité, à l'expulsion de René Lévesque du Parti libéral; à l'adoption des mesures de guerre; à quelques incidents